



RECEU
 LE PERCEPTEUR DU
 REVENU PROVINCIAL
 445 ST-GABRIEL

Gazette officielle de quebec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 4 NOVEMBRE 1944

QUEBEC, SATURDAY, NOVEMBER 4TH, 1944

AVIS AUX INTÉRESSÉS

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Règlements

Rules

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

3. Specify the number of insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi,

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
5200—1—52

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
5200—1—52

Lettres patentes

Letters Patent

"Belle-Aura Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois septembre 1944, constituant en corporation: Raymond Victor Arntfield, administrateur de mine, Arthur Macallum Boyd, procureur, Harry Wilfred Crossin, administrateur d'une compagnie d'assurance, Thomas Broley Godfrey, comptable agréé, Arthur Mayne, opérateur d'ascenseur, et Katherine Crowley, secrétaire (célibataire), tous de la cité de Toronto, comté de York, province d'Ontario, dans les buts suivants:

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes les opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou la terre, les roches ou les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre et autrement en disposer, sous le nom de "Belle-Aura Mines Limited" (Libre de respon-

"Belle-Aura Mines Limited" (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1944, incorporating: Raymond Victor Arntfield, mining executive, Arthur Macallum Boyd, barrister-at-law, Harry Wilfred Crossin, insurance executive, Thomas Broley Godfrey, chartered accountant, Arthur Mayne, elevator operator, and Katherine Crowley, secretary, (unmarried), all of the City of Toronto, in the County of York, in the Province of Ontario, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Belle-Aura Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of

sabilité personnelle), avec un capital total de \$3,500,000, divisé en 3,500,000 actions d'un dollar (\$1) chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Arntfield, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-trois septembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7616 P. FRENETTE.

"C. E. Champagne, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de septembre 1944, constituant en corporation: Marcel Pinard, avocat, de la cité d'Outremont, Paul-Édouard Dessane, comptable, et Irène Bégin, célibataire, sténographe, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer sous toutes ses formes le commerce de constructeur, entrepreneur, débardeur, marchand de pierre, brique, marbre, ciment, granit, tuile, ferronnerie, plomberie, métaux et autres matériaux ou choses indispensables à la construction, et particulièrement exercer l'industrie de constructeur et d'entrepreneur;

Exploiter l'industrie de la fonte, du fer, cuivre, nickel et autres métaux, en faire la transformation sous toutes les formes exigées par le commerce, et en particulier faire le polissage des dits métaux et exercer en général le commerce des dits métaux;

Acquérir en particulier de Charles-Édouard Champagne, entrepreneur général, l'actif du dit Charles-E. Champagne faisant affaires comme entrepreneur général au numéro 4635 rue St-Ambroise, dans les cité et district de Montréal, — sous le nom de "C. E. Champagne, Limitée", avec un capital total de \$90,000.00, divisé en 900 actions de \$100.00 chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-cinquième jour de septembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7617-o P. FRENETTE.

"Chazin Trading Ltd"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente septembre 1944, constituant en corporation: Louis Orenstein, Joseph Malen et Bernard S. Mergler, avocats, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter, négocier, vendre, importer, exporter et autrement faire le commerce et le négoce, en gros et en détail, de vêtements, marchandises sèches de toutes natures et descriptions et de toutes ces autres choses qui sont généralement connexes au commerce de marchandises sèches et au commerce de vêtements, sous le nom de "Chazin Trading Ltd", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

\$3,500,000.00, divided into 3,500,000 shares of one dollar (\$1.00) each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Arntfield, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1944.

P. FRENETTE,
7616-o Assistant Deputy Attorney General.

"C. E. Champagne, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of September, 1944, incorporating: Marcel Pinard, advocate, of the city of Outremont, Paul Édouard Dessane, accountant, and Irène Bégin, spinster, stenographer, both of the city of Montreal, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on in all its lines the business of a builder, contractor, stevedore, dealer in stone, brick, marble, cement, granite, tile, ironware, plumbing, metals and other materials or things indispensable to construction, and in particular to carry on the business of builder and contractor;

To deal in cast iron, iron, copper, nickel and other metals, to transform the same under all forms thereof necessary for trade, and in particular to carry on the polishing of the said metals and in general deal in the said metals;

To acquire in particular from Charles Édouard Champagne, general contractor, the assets of the said Charles E. Champagne carrying on business as a general contractor at number 4635 St-Ambroise street, in the city and district of Montreal, — under the name of "C. E. Champagne, Limitée", with a total capital stock of \$90,000, divided into 900 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September, 1944.

P. FRENETTE,
7617 Assistant Deputy Attorney General.

"Chazin Trading Ltd"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1944, incorporating: Louis Orenstein, Joseph Malen and Bernard S. Mergler, advocates, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, buying, jobbing, selling, importing, exporting and otherwise deal: wholesale jobbing and retail in clothing, dry-goods of all natures and descriptions and all other such things as are generally connected with a dry-goods business and clothing business, under the name of "Chazin Trading Ltd", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce trente septembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7618 P. FRENETTE.

"Comités Corporatifs Inc."

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trentième jour de septembre 1944, constituant en corporation sans capital-actions: Georges Lauzière, contracteur, de St-Simon, comté de Drummond, Jean-Marie Beaudoin, mécanicien, de la municipalité de Grantham, et J.-Armand Roux, agent d'assurances, de Drummondville, tous trois de la province de Québec, dans les buts suivants:

Organiser, conduire, exploiter, dans la province de Québec, une Association d'éducation dans les différents domaines Culturel, Culturel, Politique, Matériel, Sportif, Artistique, qui constituent l'essence naturelle d'une Nation, afin de procurer aux membres des connaissances leur permettant de développer leurs initiatives privées dans les domaines pour lesquels ils ont des aptitudes naturelles, et de leur fournir un endroit convenable et approprié pour la pratique et l'étude de ces différentes aptitudes, sous le nom de "Comités Corporatifs Inc."

Le montant de la propriété immobilière que la corporation pourra détenir est limité à cent mille dollars (\$100,000.).

Le siège social de la corporation sera à Drummondville, district d'Arthabaska.

Daté du bureau du procureur général, ce trentième jour de septembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7619-o P. FRENETTE.

"Corette Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois septembre 1944, constituant en corporation: Lawrence Franklin, commis, Marion Ungar, fille majeure, teneuse de livres, tous deux de la cité de Montréal, Marian Greisman, fille majeure, secrétaire, et Samuel Royce Altrows, avocat, tous deux de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, importer, produire, manufacturer, prendre en consignation ou autrement acquérir, et détenir, posséder et vendre, trafiquer, faire le commerce et négoce, assigner, transférer, exporter ou autrement en disposer, et soit comme mandant ou agent au moyen de commerce en gros, en détail, magasins à série ou commandes par malle, à commission ou autrement, d'habits pour hommes, femmes et enfants, vêtements, lingerie, robes, manteaux, costumes, chapeaux, casquettes, soieries, satins, dentelles, marchandises sèches, tissus, garnitures, cotonnades, toiles, lin, chanvre, lainages, fils et autres substances fibreuses et tous produits ou sous-produits d'iceux, sous le nom de "Corette Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1944.

P. FRENETTE,
7618-o Assistant Deputy Attorney General.

"Comités Corporatifs Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: Georges Lauzière, contractor, of St-Simon, county of Drummond, Jean-Marie Beaudoin, mechanic, of the municipality of Grantham, and J. Armand Roux, insurance agent of Drummondville, all three of the Province of Quebec, for the following purposes:

To organize, conduct, operate, in the Province of Quebec, an association for education in the different domains of cult, culture, politics, materiality, sport, art, which constitute the natural essence of a nation, in order to procure for its members such knowledge as would permit them to develop their own personal initiative in the domains for which they have a natural aptitude, and to provide them with suitable and appropriate premises for the practice and study of these various aptitudes, under the name of "Comités Corporatifs Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is one hundred thousand dollars (\$100,000).

The head office of the corporation will be at Drummondville, district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1944.

P. FRENETTE,
7619 Assistant Deputy Attorney General.

"Corette Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1944, incorporating: Lawrence Franklin, clerk, Marion Ungar, spinster of the age of majority, bookkeeper, both of the City of Montreal, Marian Greisman, spinster of the age of majority, secretary, and Samuel Royce Altrows, advocate, both of the City of Outremont, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, import, produce, manufacture, take on consignment or otherwise acquire, and to hold, own and to sell, trade, deal with and in, assign and transfer, export or otherwise dispose of, and either as principal or agent through wholesale, jobbing, retail, chain store or mail order operations, upon commission or otherwise, men's, women's and children's clothing, garments, wearing apparel, dresses, lingerie, coats, suits, hats, caps, silks, satins, laces, dry goods, textile fabrics, trimmings, cottons, linens, flax, hemp, woollens, yarns and other fibrous substances and all products or by-products thereof, under the name of "Corette Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-trois septembre 1944.

L'assistant-procureur général suppléant,
7620 P. FRENETTE.

"Esmode Garments Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq septembre 1944, constituant en corporation: Adolphe Gardner, Ben Bernstein, avocats et conseils en loi du roi, et Moses Silverstone, commis, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de manufacturiers et tailleurs de manteaux et de costumes pour dames, manteaux pour fillettes et autres vêtements de toutes sortes pour femmes et fillettes, et vendre et mettre en vente comme marchands et trafiquants, en gros ou en détail, ces articles et marchandises;

Prendre comme une firme en exploitation, aux termes et conditions, et au prix dont on pourra alors convenir, le commerce identique et similaire présentement exercé par Rubin Sanders, en les cité et district de Montréal, sous les nom et raison sociale de "Esmore Garment Registered", sous le nom de "Esmode Garments Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-cinq septembre 1944.

L'assistant-procureur général suppléant,
7621 P. FRENETTE.

"Home Textiles Ltd."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept septembre 1944, constituant en corporation: John Jacob Gotlieb, avocat, Florence Gotlieb, sténographe, épouse séparée de biens dudit John Jacob Gotlieb et d'ément autorisée par lui aux fins des présentes, Irene Rubin, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, et Joseph H. Freedman, avocat, de la cité d'Outremont, district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de vente en gros ou en détail, ou l'un des deux, de soieries, lainages, cotonnades, rayonnés, doublures, marchandises sèches, couvre-lits, rideaux, draperies ou aucun d'iceux;

Acheter, acquérir et prendre comme une firme en exploitation, le commerce et l'entreprise jusqu'ici exercés dans la cité de Montréal, à 3247 est, rue Ontario et ailleurs, par la compagnie "Maison-neuve Coupon Regd.", avec tout ou une partie de l'actif ou du passif a'icelle et de les payer en actions entièrement acquittées ou au comptant, sous le nom de "Home Textiles Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 400 actions de cinquante dollars (\$50) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-sept septembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7622 P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1944.

P. FRENETTE,
7620-o Assistant Deputy Attorney General.

"Esmode Garments Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of September, 1944, incorporating: Adolphe Gardner, Ben Bernstein, advocates and King's Counsels, and Moses Silverstone, clerk, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and tailors of ladies' coats and suits, girls' coats and other wearing apparel of all kinds for women and girls, and to sell and offer for sale as dealers and jobbers, in wholesale or retail, such articles and merchandise;

To take over as a going concern, on such terms and conditions, and for such a price as may then be agreed upon, the identical and similar business presently being operated by Rubin Sanders, in and of the City and District of Montreal, under the firm name and style of "Esmore Garment Registered",—under the name of "Esmode Garments Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September, 1944.

P. FRENETTE,
7621-o Assistant Deputy Attorney General.

"Home Textiles Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of September, 1944, incorporating: John Jacob Gotlieb, advocate, Florence Gotlieb, stenographer, wife separate as to property of the said John Jacob Gotlieb and by him duly authorized hereto, Irene Rubin, stenographer, spinster, all of the City and District of Montreal, and Joseph H. Freedman, advocate, of the City of Outremont, District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of selling wholesale and retail, or either, silks, woollens, cottons, rayons, linings, dry goods, bed spreads, curtains, draperies, or any of them;

To purchase, acquire and take over as a going concern the business and undertaking heretofore carried on in the City of Montreal, at 3247 Ontario Street East and elsewhere by Maison-neuve Coupon Regd., with all or any of the assets and liabilities thereof and to pay for same in fully paid shares or in cash,—under the name of "Home Textiles Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 400 shares of fifty dollars (\$50) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of September, 1944.

P. FRENETTE,
7622-o Assistant Deputy Attorney General.

"La Cie d'Aqueduc de St-Michel-du Squatec"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de septembre 1944, constituant en corporation: Wilfrid Beaulieu, inspecteur de la colonisation, François Viel, cultivateur, et Roland Robitaille, hôtelier, tous domiciliés à Saint-Michel-du-Squatec, dans le district de Kamouraska, province de Québec, dans les buts suivants:

Construire, aménager et exploiter un service d'aqueduc dans les limites de la paroisse de St-Michel-du-Squatec et ses environs, sous le nom de "La Cie d'Aqueduc de St-Michel-du-Squatec", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à St-Michel-du-Squatec, district de Kamouraska.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-cinquième jour de septembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7623-o P. FRENETTE.

"Lodz Association"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq septembre 1944, constituant en corporation sans capital-actions: Abraham Kalfuss, chanteur, Herman Sheydwasser et Murray Sheydwasser, décorateurs, Joseph Shlamovitz, tailleur, Shaia Goldberg et Abraham Colton, marchands, Sam Orbach, imprimeur, Morris Amsel, Maurice Amsel, Max Edelstein et Morris Amsel, brodeurs, Louis Glantz, chapelier, Louis Edelstein et Solomon Amsel, fourreurs, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Trouver des moyens éducatifs, récréatifs, sociaux et philanthropiques pour le développement des membres de l'association, sous le nom de "Lodz Association".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-cinq septembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7624 L. P. FRENETTE.

"Mabelle Realities Incorporated"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq septembre 1944, constituant en corporation: Joseph Helal, avocat et conseil en loi du Roi, Samuel Lyon Caplan, notaire, et Mademoiselle Rebecca Pinsky, sténographe, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir et détenir des actions, titres, débetures, actions-débetures, bons, obligations et valeurs émis ou garantis par aucune compagnie constituée ou exerçant ses affaires à quelque endroit que ce soit et des débetures, actions-débetures, bons, obligations et valeurs émis ou garantis par aucun gouvernement, commissaires, corps public ou autorité suprême, municipale,

"La Cie d'Aqueduc de St-Michel-du Squatec"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of September, 1944, incorporating: Wilfrid Beaulieu, colonization inspector, François Viel, farmer, and Roland Robitaille, hotel-keeper, all domiciled at Saint-Michel-du-Squatec, in the district of Kamouraska, Province of Quebec, for the following purposes:

To build, equip and operate a waterworks service, within the limits of the parish of St-Michel-du-Squatec and in the neighbourhood thereof, under the name of "La Cie d'Aqueduc de St-Michel-du-Squatec", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at St-Michel-du-Squatec, district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September, 1944.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

"Lodz Association"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of September, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: Abraham Kalfuss, cantor, Herman Sheydwasser and Murray Sheydwasser, decorators, Joseph Shlamovitz, tailor, Shaia Goldberg and Abraham Colton, store keepers, Sam Orbach, printer, Morris Amsel, Maurice Amsel, Max Edelstein and Morris Amsel, embroiderers, Louis Glantz, milliner, Louis Edelstein and Solomon Amsel, furriers, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To provide educational, recreational, social and philanthropic facilities for the development of the members, under the name of "Lodz Association".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$25,000.00.

The head office of the corporation will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September, 1944.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

"Mabelle Realities Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of September, 1944, incorporating: Joseph Helal, advocate and King's Counsel, Samuel Lyon Caplan, notary, and Miss Rebecca Pinsky, stenographer, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire and hold shares, stocks, debentures, debenture stocks, bonds, obligations and securities issued or guaranteed by any company whosoever constituted or carrying on business and debentures, debenture stock, bonds, obligations and securities, issued or guaranteed by any government, commissioners, public body or authority, supreme, municipal, local or otherwise,

locale ou autrement, sous le nom de "Mabelle Realities Incorporated", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille dollars (\$99,000), divisé en 990 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-cinq septembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7625 P. FRENETTE.

"Maison Sainte-Agnès"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de septembre 1944, constituant en corporation sans capital-actions: Louis Coderre, sous-ministre de l'Industrie et du Commerce, de Québec, district de Québec, Lionel Leroux, notaire, Léon-D. Germain, Paul LaRoque, avocats, tous trois d'Outremont, district de Montréal, et M. l'abbé Léandre Lacombe, prêtre-vicaire, de Montréal, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Organiser et maintenir des maisons d'accueil et d'observation avec les services techniques requis pour y recevoir des jeunes filles de 10 à 16 ans qui leur seront confiées, sous le nom de "Maison Sainte-Agnès".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de vingt-cinq mille dollars (\$25,000).

Le siège social de la corporation sera à Outremont, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-septième jour de septembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7626-o P. FRENETTE.

"Metal Furnishings Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq septembre 1944, constituant en corporation: Wallace C. Siple, gérant de ventes, Evelyn Laurine Jackson, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous deux de la cité de Westmount, et James Bruce Douglas, ingénieur aéronautique, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fabriquer en bois, métal, plastique ou en aucune autre matière susceptible d'être utilisée, et faire le commerce, acheter, vendre, distribuer, en gros ou en détail, des meubles, appliques et accessoires pour résidences, hôtels, restaurants, maisons de pension, églises, théâtres et toutes autres bâtisses, érections ou constructions, sous le nom de "Metal Furnishings Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-cinq septembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7627 P. FRENETTE.

under the name of "Mabelle Realities Incorporated", with a total capital stock of ninety-nine thousand dollars (\$99,000), divided into 990 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September, 1944.

P. FRENETTE,
7625-o Assistant Deputy Attorney General.

"Maison Sainte-Agnès"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of September, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: Louis Coderre, Deputy Minister of Trade and Commerce, of Quebec, district of Quebec, Lionel Leroux, notary, Léon D. Germain, Paul LaRoque, advocates, all three of Outremont, district of Montreal, and Rev. abbé Léandre Lacombe, priest, curate, of Montreal, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To organize and maintain homes and observation houses, with the required technical services, to receive young girls of 10 to 16 years of age, who may be entrusted to them, under the name of "Maison Sainte-Agnès".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is twenty-five thousand dollars (\$25,000).

The head office of the corporation will be at Outremont, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of September, 1944.

P. FRENETTE,
7626 Assistant Deputy Attorney General.

"Metal Furnishings Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of September, 1944, incorporating: Wallace C. Siple, sales manager, Evelyn Laurine Jackson, secretary, fille majeure et usant de ses droits, both of the City of Westmount, and James Bruce Douglas, aeronautical engineer, of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing in wood, metal, plastic or any other material capable of being used, and to deal in, to buy, sell, distribute, wholesale or retail, furniture, fixtures and fittings for dwelling houses, hotels, restaurants, boarding houses, churches, theaters, and any other buildings, erections or structures, under the name of "Metal Furnishings Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 common shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September, 1944.

P. FRENETTE,
7627-o Assistant Deputy Attorney General.

"Modern Lumber and Cartage Company Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente septembre 1944, constituant en corporation: Louis Orenstein, Joseph Malen et Bernard S. Mergler, avocats, et Max N. Padber, comptable, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire dans toutes ses spécialités le commerce de bois et tout autre commerce y connexe, faire l'exploitation de chantiers et faire le commerce de manufacturiers et marchands de billots, bois de charpente et bois de construction et tous produits et sous-produits de l'industrie du bois et tous articles et matériaux dans la fabrication desquels entre le bois, sous le nom de "Modern Lumber and Cartage Company Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le trente septembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7628 P. FRENETTE.

"Rheault & Frères Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour de septembre 1944, constituant en corporation: Patrick Rheault, contracteur, de Grand'Mère, district des Trois-Rivières, Alice de la Sablonnière, sténographe, fille majeure, et Henri Masson-Loranger, avocat, tous deux des cité et district de Montréal, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Faire affaires comme contracteurs et entrepreneurs généraux dans la construction de chemins en général et chemins de pavage, ponts, quais, chaussées, édifices publics et privés, et généralement faire exécuter, aménager, améliorer, exploiter, développer, administrer, gérer et contrôler les travaux publics ou privés de toutes sortes, sous le nom de "Rheault & Frères Limitée", avec un capital total de \$99,900.00, divisé en 999 actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Grand'Mère, dans le district des Trois-Rivières.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-sixième jour de septembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7629-o P. FRENETTE.

"Sportland Shoe Company Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept septembre 1944, constituant en corporation: Louis Orenstein, Joseph Malen, Bernard S. Mergler, tous trois avocats, et Max N. Padber, comptable, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer et exporter des bottes, chaussures, caoutchoucs, pantoufles pour femmes, hommes et enfants, cirage, cuir et outils de cordonnier de toute sorte

"Modern Lumber and Cartage Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1944, incorporating: Louis Orenstein, Joseph Malen and Bernard S. Mergler, advocates, and Max N. Padber, accountant, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the lumber business in all its forms and any other business connected therewith, to carry on lumbering operations and carry on the business of manufacturers and merchants of logs, timber and lumber and any products and by-products of the lumber industry and any articles and materials into the making of which wood forms a part, under the name of "Modern Lumber and Cartage Company Limited", with a total capital stock of Twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1944.

P. FRENETTE,
7628-o Assistant Deputy Attorney General.

"Rheault & Frères Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September, 1944, incorporating: Patrick Rheault, contractor, of Grand'Mère, district of Trois-Rivières, Alice de la Sablonnière, stenographer, spinster, and Henri Masson-Loranger, advocate, both of the city and district of Montreal, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as general contractors for the building of roads in general, pavements, bridges, wharves, embankments, public and private buildings, and in general to undertake, carry out, equip, improve, operate, develop, manage, conduct and control public or private works of all kinds, under the name of "Rheault & Frères Limitée", with a total capital stock of \$99,900, divided into 999 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Grand'Mère, in the district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1944.

P. FRENETTE,
7629 Assistant Deputy Attorney General.

"Sportland Shoe Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of September, 1944, incorporating: Louis Orenstein, Joseph Malen, Bernard S. Mergler, all three advocates, and Max N. Padber, accountant, all of the City and District of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import and export ladies', men's and children's boots, shoes, rubbers, slippers, shoe polish, leather and leather findings of every description and kind, ladies'

et description, habits et vêtements de toute sorte et description pour femmes et hommes, accessoires de toutes sortes et descriptions et matières brutes y employées pour femmes et hommes, et toute machine, tous outils ou appareils employés dans la fabrication d'iceux et tous accessoires, étiquettes et moyens d'annonce servant ou pouvant servir à la fabrication des articles susdits et en faire le commerce, en général, comme mandant ou agent, en gros ou en détail, sous le nom de "Sportland Shoe Company Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-sept septembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7630 P. FRENETTE.

"Terminus Grill Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de septembre 1944, constituant en corporation: Willie Guimond, comptable, Lionel Crevier, avocat, et Mlle Luce Lafontaine, secrétaire, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire affaires comme hôtelier et tavernier; faire affaires comme épicier en gros et en détail, sous le nom de "Terminus Grill Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 4,000 actions ordinaires de cinq dollars (\$5) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-cinquième jour de septembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7631-o P. FRENETTE.

"The Chantecler Hills Estate Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze septembre 1944, constituant en corporation: Herbert William Jackson, gérant, de St-Lambert, Alexander Gordon Yeoman, stagiaire, Clifford George Meek, teneur de livres, John Lawrence McCrory, secrétaire, tous trois de la cité de Montréal, et Cecil Bruce Cooke, secrétaire, de la cité de Verdun, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce général d'une compagnie de biens-fonds, d'immeubles, constructions et développements dans toutes ses spécialités, sous le nom de "The Chantecler Hills Estate Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera dans la paroisse de Ste-Adèle, comté de Terrebonne, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorze septembre 1944.

L'Assistant-procureur général,
7632 L. DÉSILETS.

and gentlemen's clothing and garments of every kind and description, ladies' and gentlemen's furnishings of every kind and description and raw material used therein and any machine, tool or appliance used in the manufacture thereof and any fixture, packing label and advertising device used or useful in the making of any of the above articles and to deal in the same generally as principal or agent, wholesale or retail, under the name of "Sportland Shoe Company Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of September, 1944.

P. FRENETTE,
7630-o Assistant Deputy Attorney General.

"Terminus Grill Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of September, 1944, incorporating: Willie Guimond, accountant, Lionel Crevier, advocate, and Mlle Luce Lafontaine, secretary, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as hotel and tavern keeper; to deal, wholesale and retail, in groceries, under the name of "Terminus Grill Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000) divided into 4,000 common shares of five dollars (\$5) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September, 1944.

P. FRENETTE,
7631 Assistant Deputy Attorney General.

"The Chantecler Hills Estate Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of September, 1944, incorporating: Herbert William Jackson, manager, of St. Lambert, Alexander Gordon Yeoman, law clerk, Clifford George Meek, bookkeeper, John Lawrence McCrory, secretary, all three of the City of Montreal, and Cecil Bruce Cooke, secretary, of the City of Verdun, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of a land, real estate, construction and general development company in all its branches, under the name of "The Chantecler Hills Estate Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into 200 shares of the par value of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be in the Parish of Ste. Adèle, in the County of Terrebonne, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of September, 1944.

L. DÉSILETS,
7632-o Deputy Attorney General.

"Thompson River Lumber Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf septembre 1944, constituant en corporation: Joseph Raoul de Villers, vérificateur, Joseph Louis Arthur Lupien, Gérard Leclair, comptables, Renée Marcoux, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, et Robert Burson Rolland, gérant des ventes, de la ville de Hampstead, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie qui consiste à faire des opérations forestières, agir comme marchands de bois de charpente, propriétaires de scieries, et acheter, vendre, préparer pour le marché, manufacturer, importer, exporter et faire le commerce de bois de charpente, bois de construction et bois de toutes sortes, et en particulier de billes, bois de charpente, bois de construction, dormants, bois de pulpe, papier et d'autres produits ou sous-produits du bois et de la pulpe, et manufacturer et faire le commerce d'articles de toutes sortes dans la fabrication desquels le bois de charpente, le bois de construction ou le bois est utilisé et de tous articles qui peuvent être faits de ou extraits du bois ou des résidus du bois, sous le nom de "Thompson River Lumber Limited", avec un capital total de \$125,000, divisé en cinq mille actions de vingt-cinq dollars (\$25) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-neuf septembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7633 P. FRENETTE.

"Thompson River Lumber Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of September, 1944, incorporating: Joseph Raoul de Villers, auditor, Joseph Louis Arthur Lupien, Gérard Leclair, accountants, Renée Marcoux, stenographer, spinster, all of the City and District of Montreal, and Robert Burson Rolland, sales manager, of the Town of Hampstead, District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of lumber operators, timber merchants, saw-mill proprietors, and to buy, sell, prepare for market, manufacture, import, export and deal in timber, lumber and wood of all kinds, and especially in logs, lumber, timber, railroad ties, pulp wood, paper and other products or by-products of wood and pulp, and to manufacture and deal in articles of all kinds in the manufacture of which timber, lumber or wood is used and all articles that can be made from or extracted from wood or the waste products of wood, under the name of "Thompson River Lumber Limited", with a total capital stock of \$125,000.00, divided into five thousand shares of twenty-five dollars (\$25.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of September, 1944.

P. FRENETTE,
7633-o Assistant Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"Bram Fur Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du onze octobre 1944, à la compagnie "Bram Fur Co. Ltd.", ratifiant le règlement N° 24 de ladite compagnie, augmentant son capital-actions de \$10,000 à \$30,000, par la création de 100 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune et de 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et énumérant les privilèges qui seront attachés aux-dites actions privilégiées.

Daté du bureau du procureur général, ce onze octobre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7634 P. FRENETTE.

"Bram Fur Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the eleventh day of October, 1944, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Bram Fur Co. Ltd.", ratifying By-Law No. 24 of the said company, increasing its capital stock from \$10,000.00 to \$30,000.00, by the creation of 100 additional common shares of the par value of \$100.00 each and of 100 preferred shares of the par value of \$100.00 each, and enumerating the privileges which shall be attached to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October, 1944.

P. FRENETTE,
7634-o Assistant Deputy Attorney General.

"Domestic Brands Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-sept octobre 1944, à la compagnie "Domestic Brands Inc.", ratifiant le règlement N° 24 de ladite compagnie augmentant son capital-actions

"Domestic Brands Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the seventeenth day of October, 1944, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Domestic Brands Inc.", ratifying By-Law No. 24 of the said Company increasing its capital stock from \$99,900.00 to \$139,900.00,

de \$99,900 à \$139,900, par la création de 400 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-sept octobre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7635 P. FRENETTE.

"Maison Sainte-Agnès"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-troisième jour d'octobre 1944, modifiant les pouvoirs de la corporation "Maison Sainte-Agnès" de la manière suivante:

a) En retranchant le paragraphe premier pour le remplacer par le suivant:

1.—"Organiser et maintenir une maison pour y recevoir gratuitement, sous la surveillance et directive de trois personnes expertes, des jeunes filles de 10 à 16 ans, au nombre maximum de 10 et de les y faire vivre ensemble une vie de famille dans l'atmosphère et l'ambiance d'un véritable foyer."

b) En substituant le paragraphe suivant au paragraphe N° 2 de la Charte qui deviendra le paragraphe 3:

2.—"C'est l'intention bien arrêtée des requérants de faire tout en leur pouvoir pour que la dite Maison ne soit pas un couvent, une école, un hôpital, un asile, un orphelinat, un monastère, une crèche, un jardin d'enfance, une maison de pension, un refuge, mais que la dite Maison ait le caractère d'un vrai "Home" afin que les jeunes filles s'y croient réellement chez elles et non dans un édifice public."

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-troisième jour d'octobre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7653-o P. FRENETTE.

by the creation of 400 additional common shares of the par value of \$100.00 each.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1944.

P. FRENETTE,
7635-o Assistant Deputy Attorney General.

"Maison Sainte-Agnès"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1944, amending the powers of the corporation "Maison Sainte-Agnès" in the following manner:

a) By deleting the first paragraph and replacing it by the following:

1.—"To organize and maintain a home, wherein to receive, free of charge, under the supervision and direction of three experts, young girls from 10 to 16 years of age, to the maximum number of 10 and to have them live together as a family in a real homelike atmosphere and environment."

b) By substituting the following paragraph to paragraph No. 2 of the Charter which will become paragraph 3;

2.—"It is the firm purpose of the petitioners to do all in their power to prevent the said House from being a convent, school, a hospital, asylum, orphanage, monastery, foundling home, kindergarten, boarding house or refuge, but that the said House shall have the characteristics of a real Home so that the young girls will feel really at home and not as if they were in a public building."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1944.

P. FRENETTE,
7653 Assistant Deputy Attorney General.

Ventes pour taxes municipales

Canada, Province de Québec, District de Montréal.

LA VILLE DE SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE

Avis public est par le présent donné par Émile Robillard, secrétaire-trésorier de la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique dans la salle du conseil (Hôtel de Ville) de la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, LUNDI, le VINGT-SEPTIÈME jour de NOVEMBRE 1944 à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente:

1.—Comme appartenant à propriétaire inconnu:

Un emplacement situé en la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, étant la subdivision numéro cinq du lot numéro cent quatre-vingt-quatorze (194-5) au plan et sur le livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Anne, dans le comté de Jacques-Cartier.

Taxes municipales	\$13. 32
Taxes scolaires	11. 61
Total	\$24. 93

Sales for Municipal Taxes

Canada, Province of Quebec, District of Montreal.

THE TOWN OF SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE

Public notice is hereby given by Émile Robillard, secretary-treasurer of the Town of Sainte-Anne-de-Bellevue that the immoveables hereinafter described will be sold by public auction in the Council Hall (Town Hall) of the Town of Sainte-Anne-de-Bellevue, on MONDAY, the TWENTY-SEVENTH day of NOVEMBER 1944, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the Municipal and School taxes with interest, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale:

1.—As belonging to unknown proprietor:

An emplacement situate in the Town of Sainte-Anne-de-Bellevue being subdivision number five of lot number one hundred and ninety-four (194-5) on the official plan and book of reference of the Parish of Sainte-Anne in the County of Jacques-Cartier.

Municipal taxes	\$13. 32
School taxes	11. 61
Total	\$24. 93

2.—Comme appartenant à propriétaire inconnu:

Un emplacement situé en la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, étant la subdivision numéro six du lot numéro cent quatre-vingt-quatorze (194-6) au plan et sur le livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Anne, dans le comté de Jacques-Cartier.

Taxes municipales.....	\$18.53
Taxes scolaires.....	15.09
Total.....	\$33.62

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées aux dits immeubles.

Donné à Sainte-Anne-de-Bellevue, ce vingt-troisième jour d'octobre 1944.

Le secrétaire-trésorier,
7587-43-2-0 **ÉMILE ROBILLARD.**

2.—As belonging to unknown proprietor:

An emplacement situate in the Town of Sainte-Anne-de-Bellevue being subdivision number six of lot number one hundred and ninety-four (194-6) on the official plan and book of reference of the Parish of Sainte-Anne in the County of Jacques-Cartier.

Municipal taxes.....	\$18.53
School taxes.....	15.09
Total.....	\$33.62

The said sale shall moreover be made with all servitudes, both active and passive, apparent or hidden, affecting such immoveables.

Given at Sainte-Anne-de-Bellevue, this twenty-third day of October 1944.

ÉMILE ROBILLARD,
Secretary-treasurer.

Province de Québec — Comté de Beauharnois

CITÉ DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Charles Codebecq, greffier de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, que les propriétés ci-après désignées seront vendues à l'enchère publique, en la salle des délibérations du Conseil, en l'hôtel de ville de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, LUNDI, le VINGT-SEPTIÈME jour du mois de NOVEMBRE, mil neuf cent quarante-quatre, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes et redevances municipales, taxes scolaires et intérêts mentionnés dans l'état ci-dessous, ainsi qu'au paiement des frais, à moins que ces taxes et redevances, intérêts et frais, ne soient payés avant la vente:

Province of Quebec — County of Beauharnois

CITY OF SALABERRY-DE-VALLEYFIELD

Public notice is hereby given by the undersigned, Charles Codebecq, clerk of the city of Salaberry-de-Valleyfield, that the properties hereinafter described will be sold by public auction, at the meeting room of the city council, in the city-hall of the city of Salaberry-de-Valleyfield, MONDAY, NOVEMBER the TWENTY-SEVENTH, one thousand nine hundred and forty-four, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of the municipal taxes and dues, school taxes and interest mentioned in the hereunder statement, and also to the payment of the costs, unless said taxes and dues, interests and costs be paid before the sale:

Nom selon le rôle d'évaluation — Name according to valuation roll.	Nos du cadastre — Cadastral Nos.	Taxes scolaires — School taxes	Taxes et redevances municipales — Municipal taxes & dues	Total
Lacroix, Succ.-Est. de-of Pierre: Raphael, Georges, Lucien, Magella, Laurenza, Arcade, Lucille, Omer, Pierre, Aurèle, Roseanne et-and Annie Lacroix.	½ indivise du N ^o -the undivided half of No. 334*	\$ 36.92	\$ 77.07	\$113.99
Lefebvre, Armand, fils d'-son of Albert.....	86-24, p.26.....	20.05	35.00	55.05

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-quatre de la subdivision officielle du lot N^o 86 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Sainte-Cécile, et une partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-six de ladite subdivision officielle du lot N^o 86, bornée vers le sud par le numéro 86-24, vers le nord par le numéro 83 des mêmes plan et livre de renvoi officiels, vers l'est et vers l'ouest par le résidu dudit lot N^o 86-26, la ligne ouest de ladite partie étant en ligne droite avec la ligne de division entre les lots Nos 86-23 et 86-24, et la ligne est de ladite partie étant en ligne droite avec la ligne de division entre les lots Nos 86-24 et 86-25 desdits plan et livre de renvoi officiels.

A lot of land known and designated under number twenty-four of the official subdivision of lot No. 86 of the official plan and reference book of parish Ste-Cécile, and part of a lot of land known and designated under number twenty-six of the said official subdivision of lot No. 86, bounded on the south by No. 86-24, on the north by lot No. 83 of the said official plan and reference book, on the east and on the west by the balance of said lot No. 86-26, the western line of the said part being in straight line with the line of division between lots Nos. 86-24 and 86-23, and the eastern line of the said part being in straight line with the line of division between lots Nos. 86-24 and 86-25 of the said official plan and reference book.

*Des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Salaberry-de-Valleyfield.

Tous les lots plus haut mentionnés comprennent les bâtisses dessus construites.

Daté à Salaberry-de-Valleyfield, ce 24ième jour d'octobre 1944.

7588-44-2-0 **CHARLES CODEBECQ,**
Greffier de la Cité.

*Of the official plan and book of reference of the town of Salaberry-de-Valleyfield.

All the lots hereinabove mentioned with buildings thereon erected.

Dated at Salaberry-de-Valleyfield, this 24th day of October 1944.

7588-44-2-0 **CHARLES CODEBECQ,**
City-Clerk.

Province de Québec

LA VILLE DE BAIE D'URFÉE

Vente de propriétés pour taxes

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère, à l'Hôtel de Ville de la Ville de Baie D'Urfée, LUNDI, le VINGT-SEPTIÈME jour de NOVEMBRE, 1944, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, avec intérêt, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Province of Quebec

TOWN OF BAIE D'URFÉE

Sale of properties for taxes

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the Town Hall of the Town of Baie D'Urfée, on MONDAY, the TWENTY-SEVENTH day of NOVEMBER, 1944, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

Nom—Name	Cadastre	Subdivisions
William Salbine & Sons Ltd.	Pt. 319	5/4.
Bryson, J. T.	319	213.
Dubuc, A.	319	241.
Freeman, R. M. S.	319	364.
Touchette, E.	319	449.
Hauptman, Mrs. Frank.	305	16 & 284.
Wild, Succession-Estate Hugo.	305	135.
Lalonde, A.	305	240 & 241.
Robinson, J.	305	173.
Barlow, J. R.	305	309.
O'Brien, J. P.	305	310.
Kahansky, S.	305	265, 266, 267, 268 & 269.
McKeown, T. J.	305	259, 260, 261, 262, 133, 136, 137, 138, 139, 140.
Dowker, G. N.	Pt. 301 (a).	

(a) Étant cette partie dudit lot officiel situé entre la rivière Ottawa et le chemin public, contenant environ 95'11" en largeur, sur toute la largeur dudit lot par toute la profondeur de ce lot, entre la rivière Ottawa et ledit chemin public, avec les bâtisses dessus construites.

(a) Being all that portion of the said official lot situated between the Ottawa River and the public highway containing about 95'11" in width, on all the width of said lot, by all the depth between the Ottawa River and said public highway, with the buildings thereon erected.

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse de Sainte-Anne du Bout de l'Isle et situés dans la Ville de Baie D'Urfée.

The above immoveables are all in the plan and book of reference of the Parish of Sainte Anne du Bout de l'Isle and situated in the Town of Baie D'Urfée.

La dite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées aux dits immeubles.

The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the said properties.

Donné en la Ville de Baie D'Urfée, ce dix-huitième jour du mois d'octobre mil neuf cent quarante-quatre (1944).

Given at the Town of Baie D'Urfée, this eighteenth day of October, one thousand nine hundred and forty-four (1944).

(Seal)

(Seal)

Le secrétaire-trésorier,
J. W. LONG.

J. W. LONG,
Secretary-Treasurer.

7572-43-2-o

7572-43-2-o

Avis divers

Miscellaneous Notices

Avis public est par les présentes donné, que la municipalité de la Ville de Laval-sur-le-Lac, se propose de requérir le changement de la date de ses élections aux charges de Maire et Echevins, pour avoir lieu le troisième lundi de juillet au lieu du premier février, selon que requis par résolution de son Conseil, adoptée unanimement à sa séance régulière tenue le 14 août 1944, autorisant le Secrétaire-Trésorier à faire toute procédure nécessaire pour que la mise en nomination des candidats à telles charges, ait lieu le deuxième lundi de juillet, et la votation le troisième lundi de juillet, et si le deuxième lundi ou le troisième lundi de juillet, était jour férié, la nomination des candidats ou l'élection, selon le cas, ait lieu le premier jour juridique suivant.

Public notice is hereby given that the Municipality of the Town of Laval-sur-le-Lac intends to request a change in the date of its election to the charges of Mayor and Aldermen, in order they take place henceforth, on the third Monday of July instead of the first of February, as heretofore, according to a Resolution of the Town's Council unanimously adopted at its regular meeting held on the 14th of August last 1944, which authorized the Secretary-Treasurer to do all requisite procedure to the end that the nomination of candidates to such charges take place on the second Monday of July and the voting on the third Monday of July, and if the second Monday or the third Monday of July be holidays, then the nomination or the voting, as the case may be, to take place on the first juridical day following.

Montréal, 10 octobre 1944.

Montreal, 10th of October 1944.

Le secrétaire-trésorier,
GEORGES BEAUREGARD.

GEORGES BEAUREGARD,
Secretary-Treasurer.

7471-41-4-o

7471-41-4-o

E. G. M. CAPE AND COMPANY

Règlement spécial "E"

Un règlement pour pourvoir à une diminution dans le nombre des directeurs.

Attendu qu'il est de l'intérêt de la compagnie que le nombre de ses directeurs soit diminué de six (6) à cinq (5):

En conséquence, qu'il soit décrété comme un règlement de la compagnie:

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit diminué de six (6) à cinq (5) dont trois (3) formeront quorum.

Je, le soussigné, secrétaire de la compagnie E. G. M. Cape & Company, certifie, par les présentes, le précédent être une vraie copie d'un règlement adopté par les directeurs à une assemblée tenue le 3ième jour de juillet 1944, et unanimement approuvé à une assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie convoquée dans le but de le considérer, et tenue au siège social de la compagnie, en la cité de Montréal, le 17ième jour de juillet 1944.

Montréal, le 31 juillet 1944.

[Sceau]

Le secrétaire,
P. G. WILMUT.

7637

Tirage au sort des obligations de la Municipalité du village de Deschenes, comté de Gatineau.

Avis aux créanciers.

Les obligations suivantes, émises sous l'autorité du règlement N° 119 de la Municipalité du Village de Deschenes ont été tirées au sort au Bureau de la Commission Municipale de Québec, le 14 octobre 1944, conformément audit règlement: série B, Nos. 16, 30, 33, 36 et 53.

Lesdites obligations seront remboursables au bureau de la Banque Provinciale du Canada, Succursale de la rue Principale, Hull, Québec, le premier décembre 1944, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Donné à Deschenes, ce 27ième jour d'Octobre 1944.

La Municipalité du Village de Deschenes,

Par le Secrétaire-Trésorier,
RENÉ L. MÉNARD, Notaire.

7638-o

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat Catholique et National des Employés de la Cie Melchers Ltd. de Berthierville", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 25 octobre 1944.

Le siège social du syndicat précité est situé à Berthierville, district de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

7639-o

"AUTOBUS FOURNIER, LTÉE"
"FOURNIER BUS LTD."

Extrait des règlements de la compagnie:

"Bureau-chef.—Il est résolu à l'unanimité que les règlements de la compagnie soient amendés pour transporter le bureau-chef de 71-73 rue St-Vallier, en la cité de Québec, au N° 10 avenue du St-Sacrement, dans la municipalité de la Petite Rivière."

E. G. M. CAPE AND COMPANY

Special By-Law "E"

A By-Law to provide for a decrease in the number of Directors.

Whereas it is in the interests of the Company that the number of its Directors be decreased from six (6) to five (5):

Now, therefore, be it enacted as a By-law of the company:

That the number of Directors of the Company be decreased from six (6) to five (5) of whom (3) shall form a quorum.

I, the undersigned, Secretary of E. G. M. Cape & Company, do hereby certify the foregoing to be a true copy of a By-law adopted by the Directors at a Meeting held on the 3rd day of July, 1944 and unanimously approved at a Special General Meeting of Shareholders of said Company called for the purpose of considering the same and held at the Head Office of the Company in the City of Montreal on the 17th day of July, 1944.

Montreal, July 31st, 1944.

[Seal]

P. G. WILMUT,
Secretary.

7637-o

Drawing of Bonds of the Municipality of the Village of Deschenes, County of Gatineau.

Notice to creditors.

The following bonds, issued under the provisions of By-law No. 119 of the Municipality of the Village of Deschenes were drawn by lot at the office of the Quebec Municipal Commission, on the 14th of October 1944, in compliance with the said by-law: serial B, nos. 16, 30, 33, 36 and 53.

The said bonds will be redeemable at the office of the Provincial Bank of Canada, Main Street Branch, Hull, Quebec, on the first of December 1944, the date upon which they shall cease to bear interest.

Given at Deschenes, this 27th day of October 1944.

The Municipality of the Village of Deschenes,

by: RENÉ L. MÉNARD, Notary,
Secretary-Treasurer.

7638-o

The formation of an association, under the name of "Syndicat Catholique et National des Employés de la Cie Melchers Ltd. de Berthierville", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on October 25th, 1944.

The principal place of business of the said association is at Berthierville, district of Joliette.

JEAN BRUCHESI,

Under Secretary of the Province.

7639

"AUTOBUS FOURNIER, LTÉE"
"FOURNIER BUS LTD."

Excerpt from the By-laws of the company:

Head Office—It is unanimously resolved that the by-laws of the company be amended, to transfer the head office from 71-73 St-Vallier street, in the city of Quebec, to No. 10 St-Sacrement avenue, in the Municipality of Petite Rivière.

Ce règlement a été dûment adopté par les directeurs et ratifié par les actionnaires en une assemblée spéciale à laquelle étaient représentés tous les actionnaires de la compagnie.

This by-law was duly adopted by the directors and ratified by the shareholders at a special meeting at which all the shareholders of the company were represented.

[Sceau]

[Seal]

7640-o Le secrétaire,
WILBROD BHERER.

7640 WILBROD BHERER,
Secretary.

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 26 octobre 1944, les règlements 1 à 29 inclusivement de la "Maison Sainte-Agnès" ont été approuvés, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Notice is given that, by Order in Council bearing date October 26th, 1944, the by-laws 1 to 29 inclusively of "Maison Sainte-Agnès" have been approved, and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies, Act.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 31 octobre 1944.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st of October, 1944.

7652-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

7652 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Canada, Province de Québec.

Canada, Province of Quebec

VILLE DE ROUYN
Comté de Témiscamingue

TOWN OF ROUYN
County of Temiscamingue

Avis public est par les présentes donné que les obligations émises par la ville de Rouyn sous l'autorité de son règlement N° 70, série "C" ont été désignées par le sort pour être rachetées le 1er décembre 1944.

Public notice is hereby given that the bonds issued by the Town of Rouyn under authority of its by-law No. 70, Series "C" have been drawn by lots for redemption on the 1st of December, 1944.

Dénomination de \$10.00:—Nos X-1, 2, 3, 4, 6, 11, 12, 14, 16, 18, 20, 21, 25, 30, 31, 34, 35, 37, 38, 40, 45, 46, 48, 51, 52, 53, 56, 57, 58, 61, 64, 73, 74, 76, 77, 78, 80, 81, 82, 84, 85, 86, 87, 89.

Dénomination of \$10:—Nos. X-1, 2, 3, 4, 6, 11, 12, 14, 16, 18, 20, 21, 25, 30, 31, 34, 35, 37, 38, 40, 45, 46, 48, 51, 52, 53, 56, 57, 58, 61, 64, 73, 74, 76, 77, 78, 80, 81, 82, 84, 85, 86, 87, 89.

Dénomination de \$100.00:—Nos C-151, 307, 309, 316, 345, 380.

Dénomination of \$100:—Nos. C-151, 307, 309, 316, 345, 380.

Dénomination de \$500.00:—Nos D-17, 44, 63, 70, 135, 236, 335, 442, 470, 500.

Dénomination of \$500:—Nos. D-17, 44, 63, 70, 135, 236, 335, 442, 470, 500.

Dénomination de \$1,000.00:—Nos M-134, 183, 215, 229, 249.

Dénomination of \$1,000:—Nos. M-134, 183, 215, 229, 249.

Donné à Rouyn, ce trente et unième jour d'octobre 1944.

Given at Rouyn, this thirty-first day of October, 1944.

7656-o Le secrétaire-trésorier,
GÉRARD BEAUCHEMIN.

7656 GÉRARD BEAUCHEMIN,
Secretary Treasurer.

VILLE DE VAL D'OR

TOWN OF VAL D'OR

Avis public est présentement donné, suivant les termes des règlements Nos 1 et 2 de la ville de Val d'Or, que les obligations émises en vertu de ces règlements et non encore échues, seront rachetées, au pair, par cette corporation le 1er janvier 1945, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Notice is hereby given, under the terms of By-Laws Nos. 1 and 2 of the Town of Val d'Or, that the bonds issued under the said By-Laws and not yet matured, will be redeemed, at par, by the said Corporation, on the 1st of January 1945, date whereon they shall cease to bear interest.

[Sceau]

[Seal]

7661-o Le secrétaire-trésorier,
H.-A. SOUCY.

7661-o H. A. SOUCY,
Secretary-Treasurer.

AVIS

NOTICE

Avis public est donné que, conformément aux dispositions de la Loi abolissant les Rentes Seigneuriales, S.R. Qué. 1941, chap. 322, amendée par 7 Geo. VI, chap. 43, un terrier des lots affectés au paiement de rentes constituées a été préparé par le secrétaire-trésorier des corporations municipales ci-dessous mentionnées et qu'il est actuellement déposé au bureau respectif de chacune de ces corporations. Ces terriers resteront ouverts à l'examen des intéressés durant les 60 jours du présent avis et ils seront pris en considération par les conseils municipaux à leur séance générale suivant l'expiration des dits 60 jours.

Public notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Seigniorial Rent Abolition Act, R. S. Que. 1941, chap. 322, amended by 7 Geo. VI, chap. 43, that a terrier of the lots affected by the payment of constituted rents has been prepared by the secretary treasurer of the municipal corporations hereinunder mentioned and that it has already been deposited at the respective office of each of the said corporations. These terriers will remain open for the inspection of the interested parties for 60 days from the present notice and will be taken into consideration by the municipal councils at their general meeting after the expiration of the said 60 days.

Les personnes qui désireront porter plainte contre les dits terriers pourront déposer leur

Anyone desiring to lodge a complaint against the said terriers may file their complaint in

plainte écrite au bureau de la corporation intéressée durant les dits 60 jours, ou porter verbalement leur plainte devant le conseil intéressé lors de la séance.

writing at the office of the interested corporation during the said 60 days or give their complaint verbally before the interested council at the meeting.

Corporations municipales Municipal Corporations	Comtés Counties	Noms et adresses des secrétaires-trésoriers Names and addresses of the secretary treasurers
St-Amable, paroisse-parish..... St-Jean, paroisse-parish.....	Verchères..... St-Jean.....	Roger Drapeau, St-Amable. Hector Moreau, N.P., 28 rue St-Jacques street, St-Jean, Qué.

Québec, ce 30 octobre 1944.

Quebec, October 30th, 1944.

Le Secrétaire-Trésorier du Bureau
du Rachat des Rentes Seigneuriales,
7647-o J.-R. FOREST.

J. R. FOREST,
Secretary Treasurer of the Board for
7647 the redemption of Seigniorial Rents.

Bureau-Chef

Chief-Office

AVIS

NOTICE

Avis est donné que la compagnie "Autobus Fournier Ltée" constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 avril 1940, et ayant son principal bureau dans la cité de Québec, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au N° 73 de la rue St-Vallier, à Québec, l'a transporté au N° 10 de l'avenue du Saint-Sacrement, dans la municipalité de la Petite Rivière.

Notice is given that the company "Autobus Fournier Ltée" incorporated by letters patent dated April 15th, 1940, and having its head office in the city of Quebec, where its office was situate up to date at No. 73 St-Vallier street, Quebec, has moved it to No. 10 Saint-Sacrement avenue, in the municipality of Little River (Petite Rivière).

Le présent avis annule l'avis de Bureau-Chef de la compagnie, paru dans la *Gazette officielle de Québec*, le 30 septembre 1944.

The present notice annuls the notice of head office of the company which appeared in the *Quebec Official Gazette* of September 30th, 1944.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

From and after the date of the present notice the said office shall be considered by the company as being its head office.

Donné à Québec, ce deuxième jour d'octobre de l'année 1944.

Given at Quebec, this second day of October, of the year 1944.

[Sceau]

[Seal]

7641-o Le secrétaire,
WILBROD BHERER.

7641 WILBROD BHERER,
Secretary.

Chartes—Abandon de

Charters—Surrender of

AVIS

NOTICE

Henry Atkinson Ltée., donne par les présentes avis de son intention de demander au Lieutenant-Gouverneur en Conseil la permission d'abandonner sa charte.

Notice is hereby given that Henry Atkinson Ltd., intends to apply to the Lieutenant Governor in Council for leave to surrender its charter.

Québec, le 1er septembre 1944.

Quebec, September 1st, 1944.

7646-o Le procureur de la Compagnie,
BERNARD DÉVLIN.

7646-o BERNARD DEVLIN,
Attorney for the Company.

MASSY-BERESFORD FUND INC.

MASSY-BERESFORD FUND INC.

Avis est, par les présentes, donné que Massey-Beresford Fund Inc., constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 19 octobre 1940, s'adressera au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Notice is hereby given that Massey-Beresford Fund Inc., incorporated under Part III of the Quebec Companies Act by Letters Patent dated October 19, 1940, will make application to the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce for leave to surrender its Charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Daté à Montréal, ce 30ième jour d'octobre 1944.

Dated at Montreal, this 30th day of October, 1944.

7657 La secrétaire-trésorière,
H. L. MASSY-BERESFORD.

7657 H. L. MASSY-BERESFORD,
Secretary-Treasurer.

Département de l'Agriculture

Department of Agriculture

AVIS

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Rouville, sous le nom de "Société coopérative agricole de distribution d'électricité de St-Jean-Baptiste" et que son principal siège d'affaires est à St-Jean-Baptiste de Rouville.

La société a pour objet l'établissement d'un système de transport et de distribution de l'énergie électrique destinée à faciliter l'électrification des fermes, ainsi que l'achat et la vente d'énergie électrique et d'appareils ou autres accessoires électriques pour l'utilité de la classe agricole.

Québec, le 30 octobre 1944.

Le ministre de l'Agriculture,
7648-o LAURENT BARRÉ.

NOTICE

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been incorporated in the County of Rouville, under the name of "Société coopérative agricole de distribution d'électricité de St-Jean-Baptiste", and that its principal place of business is at St-Jean-Baptiste de Rouville.

The object of the association is the establishment of a transportation and distribution system for electric power destined to facilitate the electrifying of farms, and also the purchase and sale of electric power and apparatus or other electric appliances for the use of the agricultural class.

Quebec, October 30th, 1944.

7648-o LAURENT BARRÉ,
Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 1246-41.

Québec, le 27 octobre 1944.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par Arrêté ministériel, en date du 20 octobre, 1944, d'annexer la Municipalité scolaire de la Rivière Richelieu dans le comté de Richelieu, à la Municipalité scolaire de Filiatrault dans le même comté.

Pour le Surintendant,
7655-o JOS.-A. PAQUET.

No. 1246-41.

Quebec, October 27th, 1944.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council bearing date October 20th, 1944, to annex the School Municipality of Rivière Richelieu in the County of Richelieu, to the School Municipality of Filiatrault, in the same county.

7655 The Superintendent,
per JOS. A. PAQUET.

Département des Terres & Forêts

Department of Lands & Forests

AVIS

Cadastre officiel du Canton de Buckingham
Division d'enregistrement de Papineau

Avis est par la présente donné que les lots 19-1 à 19-112 du Rang XII sont annulés et remplacés par le lot 19-115 conformément aux dispositions des articles 2174 et 2174A du Code civil.

Québec, le 22 juillet 1944.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-Ministre,
7644-o AVILA BÉDARD.

NOTICE

Official Cadastre of the Township of Buckingham
Registration Division of Papineau

Notice is hereby given that lots 19-1 to 19-112 of Range XII, are cancelled and replaced by lot 19-115 in virtue of articles 2174 and 2174A of the civil Code.

Quebec, July the 22nd, 1944.

7644-o Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame-de-Bonsecours
Division d'enregistrement de Papineau.

Avis est par la présente donné que le lot 464 est annulé et la superficie du lot 160 est corrigée conformément aux dispositions des articles 2174 et 2174A du Code civil.

Québec, le 23 octobre 1944.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-Ministre,
7645-o AVILA BÉDARD.

NOTICE

Official Cadastre of the Parish of Notre-Dame-de-Bonsecours
Registration Division of Papineau.

Notice is hereby given that lot 464 is cancelled and the superficies of lot 160 is corrected in virtue of Articles 2174 and 2174A of the civil Code.

Quebec, October the 23rd, 1944.

7645-o Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Minutes de notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée par monsieur Gérard-J. Delage, notaire, demeurant et pratiquant à Beauport, district judiciaire de Québec, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Henri Delage, en son vivant notaire, de Beauport, district judiciaire de Québec.

Québec, le 16 octobre 1944.

Le Sous-secrétaire de la province,
7515-42-5-o JEAN BRUCHESI.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, que par arrêté ministériel en date du 26 octobre 1944, il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur d'accorder à monsieur Roger Marchand, notaire, demeurant à Saint-Basile-le-Grand, comté de Chambly, et pratiquant à Sainte-Julie-de-Verchères, district judiciaire de Richelieu, la transmission des minutes, répertoire et index de monsieur Napoléon-P. Lapierre, en son vivant notaire qui exerçait à Sainte-Julie-de-Verchères, district judiciaire de Richelieu.

Québec, ce 31 octobre 1944.

Le Sous-secrétaire de la Province,
7654-o JEAN BRUCHESI.

Notarial Minutes

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented by Mr. Gérard J. Delage, notary, residing and practising at Beauport, judicial district of Quebec, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me Henri Delage, in his lifetime a notary, of Beauport, judicial district of Quebec.

Quebec, October 16th, 1944.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that, by Order in Council bearing date October 26th, 1944, His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased to grant, to Mr. Roger Marchand, notary, residing at Saint-Basile-le-Grand, county of Chambly, and practising at Sainte-Julie-de-Verchères, judicial district of Richelieu, the transfer of the minutes, repertory and index of Mr. Napoléon-P. Lapierre, in his lifetime notary, who practised at Sainte-Julie-de-Verchères, judicial district of Richelieu.

Quebec, October 31st, 1944.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

VENTES PAR LES SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

KAMOURASKA

Cour de Magistrat—District de Kamouraska
N° 12216 { DAMASE ROBITAILLE, cultivateur, de St-Pascal, demandeur; vs JULES PLOURDE, cultivateur, de St-François de Viger, défendeur.

Le lot de terre numéro seize (16), rang huit (8) dans le canton Viger, dépendances et bâtisses y érigées, telles qu'occupées par le défendeur.

Pour être vendu MARDI, le CINQUIÈME jour de DÉCEMBRE 1944, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'église de la paroisse de St-Hubert.

Le shérif,
Bureau du Shérif, E.-A. DOUCET.
Rivière-du-Loup, 31 octobre 1944. 7658-44-2-o
[Première publication, 4 novembre 1944]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure—District de Montréal
Montréal, à savoir: { EUGÈNE GERVAIS, demandeur; vs DAME MARIE-JEANNE CADIEUX, veuve non remariée de Donat Joly, défenderesse.

Deux lots de terre vacants, ayant front sur la rue St-Hubert, en la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros quatre cent trente-cinq et quatre cent trente-six du lot original numéro sept (7-435, 436) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte St-Louis, mesurant chacun des dits lots vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-sept pieds de profondeur, me-

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

KAMOURASKA

Magistrate's Court—District of Kamouraska
No. 12216 { DAMASE ROBITAILLE, farmer, of St-Pascal, plaintiff; vs JULES PLOURDE, farmer, of St-François de Viger, defendant.

The lot of land number sixteen (16) Range eight (8) in the township of Viger—dependencies and buildings thereon erected, as occupied by the defendant.

To be sold on TUESDAY, the FIFTH day of DECEMBER, 1944, at TEN o'clock in the forenoon, at the church door of the Parish of St-Hubert.

E. A. DOUCET,
Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup, October 31st, 1944. 7658-44-2
[First publication, November 4th, 1944]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court—District of Montreal
Montreal, to wit: { EUGÈNE GERVAIS, plaintiff; vs DAME MARIE JEANNE CADIEUX, unmarried widow of Donat Joly, defendant.

Two vacant lots of land, fronting on St. Hubert street, in the city of Montreal, known and designated under numbers four hundred and thirty-five and four hundred and thirty-six of original lot number seven (7-435, 436) on the official plan and in the book of reference for the Village of Côte St-Louis, measuring, each of the said lots, twenty-five feet in width by eighty-seven feet in

sure anglaise et plus ou moins, avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit, dans la ruelle en arrière.

Le tout formant une seule et même exploitation.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPT DÉCEMBRE prochain à DIX heures de matin.

Un dépôt de \$600 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Louis Cousineau, daté le 26 octobre 1944.

Bureau du Shérif,
Montréal, 31 octobre 1944.
[Première publication, 4 novembre 1944]

Le shérif,
L.-P. CAISSE.
7659-44-2-o

depth, English measure and more or less, with right of way in common with all others having a right thereto, in the lane in rear thereof.

The whole forming one and the same lot of land.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$600 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Louis Cousineau, dated October 26th, 1944.

Sheriff's Office,
Montreal, October 31st, 1944.
[First publication, November 4th, 1944]

L. P. CAISSE,
Sheriff.

QUÉBEC

Fieri Facias

Cour de Magistrat

Québec, à savoir: } HERMAN YOUNG
N° 99810 } COMPANY LIM-
ITED, corps politique et incorporé ayant son bureau d'affaires à Québec; contre ARTHUR VERRET, de Charlesbourg, Co. Québec, à savoir:

Partie du lot N° 687 (six cent quatre-vingt-sept) du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, étant un terrain situé sur la route 54, côté est, mesurant 190 pieds de profondeur par 75 pieds de front, plus ou moins; bornée à l'ouest par la route 54, au nord par Clovis Renaud, à l'est et au sud par la balance dudit lot N° 687, avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances. Sujette à une rente annuelle de \$100.00, payable à Monsieur Evariste Morand, le 1er janvier de chaque année et d'avance, et rachetable au taux de 5% avant dix ans, puis au taux de 4%, passé ce délai.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Charlesbourg, comté de Québec, le VINGT-QUATRIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif,
Québec, ce 18 octobre 1944.
[Première publication, 21 octobre 1944]
[Deuxième publication, 4 novembre 1944]

Le shérif,
L. LAPIERRE.
7527-42-2-o

QUEBEC

Fieri Facias

Magistrate's Court

Québec, to wit: } HERMAN YOUNG
No. 99810 } COMPANY LIMITED,
a body politic and corporate, having its head office at Québec; against ARTHUR VERRET, of Charlesbourg, County of Québec, to wit:

Part of lot No. 687 (six hundred and eighty-seven) of the official cadastre for the Parish of Charlesbourg, County of Québec, being a lot of land situate on Highway 54, East side, measuring 190 feet in depth by 75 feet in front, more or less, bounded on the West by Highway 54, on the North by Clovis Renaud, on the East and South by the residue of said lot No. 687—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual rent of \$100 payable in advance to Mr. Evariste Morand, on the 1st of January each year, and redeemable at the rate of 5% before ten years, and at the rate of 4%, after the said delay.

To be sold at the parochial church door of Charlesbourg, County of Québec, on the TWENTY-FOURTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Québec, October 18, 1944.
[First publication, October 21, 1944]
[Second publication, November 4, 1944]

L. LAPIERRE,
Sheriff.

Fieri Facias

Cour du Recorder

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC;
N° 23/1944 } contre HÉLÈNE BUT-
LER, de Brooklin, Massachusetts, États-Unis, autrefois de notre Cité de Québec, dans notre district de Québec, veuve de feu William H. Reynar, en son vivant de la Cité de Québec, à savoir:

1. La subdivision 86 (quatre-vingt-six) du lot N° 48 (quarante-huit) du cadastre officiel pour la paroisse Notre-Dame de Québec, banlieue, maintenant quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un lot vacant situé sur le côté nord de la rue de Longueuil, bornée vers le nord-ouest par le lot N° 48-72 (ruelle), vers le nord-est par le lot N° 48-87, vers le sud-est par le lot N° 48-88, vers le sud-ouest par le lot N° 48-85, mesurant 25 pieds de largeur sur 80 pieds de profondeur et contenant en superficie 2,000 pieds, plus ou moins, mesure anglaise, circonstances et dépendances.

2. La subdivision 87 (quatre-vingt-sept) du lot N° 48 (quarante-huit) du cadastre officiel pour la paroisse Notre-Dame de Québec, ban-

Fieri Facias

Recorder's Court

Québec, to wit: } THE CITY OF QUÉBEC;
No. 23/1944 } against HÉLÈNE BUT-
LER, of Brooklin, Massachusetts, United States, heretofore of Our City of Québec, in Our district of Québec, widow of the late William H. Reynar, in his lifetime of the City of Québec, to wit:

1. Subdivision 86 (eighty-six) of lot No. 48 (forty-eight) of the official cadastre for the Parish of Notre-Dame de Québec, banlieue now Montcalm Ward, of the City of Québec, being a vacant lot situate on the North side of Longueuil street, bounded on the Northwest by lot No. 48-72 (a lane), on the Northeast by lot No. 48-87, on the Southeast by lot No. 48-88, on the Southwest by lot No. 48-85, measuring 25 feet in width by 80 feet in depth and containing in superficial area 2,000 feet, more or less, English measure, circumstances and dependencies.

2. Subdivision 87 (eighty-seven) of lot No. 48 (forty-eight) of the official cadastre for the Parish of Notre-Dame de Québec, banlieue, now

lieue, maintenant quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un lot vacant situé sur le côté nord de la rue de Longueuil, bornée vers le nord-ouest par le lot N° 48-72 (ruelle); vers le nord-est par le lot N° 48-A-185 (ruelle), vers le sud-est par le lot N° 48-88 (rue) vers le sud-ouest par le lot N° 48-86, mesurant 25 pieds de largeur par 80 pieds de profondeur et contenant en superficie 2,000 pieds, plus ou moins, mesure anglaise, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à mon bureau, en la Cité de Québec, le VINGT-CINQUIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le shérif,
Québec, ce 18 octobre 1944. L. LAPIERRE. 7526-42-2-o
[Première publication, 21 octobre 1944]
[Deuxième publication, 4 novembre 1944]

Montcalm Ward, of the City of Quebec, being a vacant lot situate on the North side of Longueuil street, bounded on the Northwest by lot No. 48-72 (a lane); on the Northeast by lot No. 48-A-185 (a lane), on the Southeast by lot No. 48-88 (a street) on the Southwest by lot No. 48-86, measuring 25 feet in width by 80 feet in depth and containing in superficial area 2,000 feet, more or less, English measure, circumstances and dependencies.

To be sold, at my office, in the City of Quebec, on the TWENTY-FIFTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE, Sheriff.
Quebec, October 18, 1944. 7526-42-2
[First publication, October 21, 1944]
[Second publication, November 4, 1944]

Fieri Facias

Québec, à savoir: } PAUL LOCKWELL &
N° 48,211 } CAMILLE LOCKWELL,
agents d'immeubles, et domiciliés dans la Cité de Québec; contre PAUL BOURBEAU, militaire, autrefois de Valcartier, P.Q., maintenant de domicile inconnu, à savoir:

Les subdivisions 315 et 316 (trois cent quinze et trois cent seize) du lot N° 435 (quatre cent trente-cinq) du cadastre officiel pour Saint-Roch Nord, maintenant quartier Limoilou, de la Cité de Québec, étant des emplacements situés à St-François d'Assise, mesurant chacune 25 pieds de largeur par 80 pieds de profondeur, contenant chacune en superficie 2,000 pieds, mesure anglaise, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Québec, le NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le shérif,
Québec, 31 octobre 1944. L. LAPIERRE. 7650-44-2-o
[Première publication, 4 novembre 1944]
[Deuxième publication, 18 novembre 1944]

Québec, to wit: } PAUL LOCKWELL &
No. 48,211 } CAMILLE LOCKWELL,
real estate agents, and domiciled in the city of Quebec; against PAUL BOURBEAU, a soldier, heretofore of Valcartier, P.Q., now of parts unknown, to wit:

Subdivisions 315 and 316 (three hundred and fifteen and three hundred and sixteen) of lot No. 435 (four hundred and thirty-five) of the official cadastre for Saint Roch North, now Limoilou Ward, of the city of Quebec, being emplacements situate at St-François d'Assise, each measuring 25 feet in width by 80 feet in depth, each containing a superficial area of 2,000 feet, English measure, circumstances and dependencies.

To be sold, at my office, in the city of Quebec, on the NINTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE, Sheriff.
Quebec, October 31, 1944. 7650-44-2
[First publication, November 4, 1944]
[Second publication, November 18, 1944]

SAINT-HYACINTHE

Cour Supérieure, District de St-Hyacinthe.
N° 3109. } TH. ADÉLARD FONTAINE,
demandeur; contre EDGAR AUDETTE, défendeur.

Un emplacement sis et situé au village de La Providence, sur la rue Brodeur, faisant partie du lot numéro cent huit (p.108) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Notre-Dame de St-Hyacinthe, mesurant cinquante pieds de largeur sur deux cents pieds de profondeur, le tout plus ou moins, mesure anglaise, bornée en front, du côté nord-est, par la rue Brodeur; en profondeur, du côté sud-ouest, par le terrain de Jos. Fontaine, d'un côté, au nord-ouest, par partie du même lot restant la propriété du vendeur, Joseph Allard; et de l'autre côté, au sud-est par le terrain de A.-J. Archambault, avec maisons y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église du Précieux Sang, au village de La Providence, MARDI, le CINQUIÈME jour de DÉCEMBRE prochain (1944), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
St-Hyacinthe, ce 31 octobre 1944. JOS.-L. CORMIER. 7660-44-2-o
[Première publication, 4 novembre 1944]

SAINT HYACINTHE

Superior Court, District of St. Hyacinthe.
No. 3109. } TH. ADÉLARD FONTAINE,
Plaintiff; against EDGAR AUDETTE, Defendant.

An emplacement situate at the village of La Providence, on Brodeur street, being a part of lot number one hundred and eight (p.108) of the official cadastre of the parish of Notre Dame de St. Hyacinthe, containing fifty feet in width by two hundred feet in depth, the whole more or less, english measure, bounded in front on the north east side by Brodeur street; in depth, on the south west side, by the land of Jos. Fontaine; on one side, at the north west, by a part of the same lot belonging to the seller Jos. Allard; and on the other side, at the south east, by the lot of A. J. Archambault, with buildings thereon erected.

To be sold, at the church door of Precieux Sang, at the village of La Providence, TUESDAY, on the FIFTH day of DECEMBER next (1944), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, JOS. L. CORMIER, Sheriff.
St. Hyacinthe, October 31st 1944. 7660-44-2-o
[First publication, November 4th, 1944]

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'une requête lui a été présentée par les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 2683, du 9 octobre 1941 et amendements, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de St-Hyacinthe, à l'effet de modifier ledit décret de la façon suivante:

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that a request has been presented to him by the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by decree number 2683, of October 9, 1941, and amendments, relating to the barber and male and female hairdresser trades in Saint Hyacinthe district, to modify the said decree in the following manner:

On demande:

It is requested:

1.—Qu'à l'article III (Définitions) soit ajouté le paragraphe suivant:

1.—That the following subsection be added to section III (Definitions):

"d.—Le mot "artisan" désigne toute personne qui pratique le métier de barbier, de coiffeur ou de coiffeuse seule et pour son propre bénéfice."

"d.—The word "artisan" means any person who practices the barber, male or female hairdresser trades, alone, and for his own benefit."

2.—Qu'à l'article IV (Durée du travail) certaines heures de travail soient modifiées comme suit:

2.—That under section IV (Duration of labour) certain hours of labour be modified as follows:

"Zone I.—Barbiers et coiffeurs pour hommes: Le samedi et la veille des fêtes chômées, de 7.00 hres a.m. à 9.00 hres p.m.

"Zone I.—Barbers and hairdressers for men: On Saturday and holiday eves, from 7.00 a.m. to 9.00 p.m.

Zone I.—Coiffeurs et coiffeuses pour dames:

Zone I.—Male and female hairdressers for ladies:

Le mercredi, de 9.00 hres a.m. à midi.

On Wednesday, from 9.00 a.m. to 12.00 a.m. (noon).

Zone III.—Barbiers et coiffeurs pour hommes: Le lundi, de 8.00 hres a.m. à midi.

Zone III.—Barbers and hairdressers for men: On Monday, from 8.00 a.m. to 12.00 a.m. (noon).

Les mardi, mercredi et jeudi, de 8.00 hres a.m. à 7.00 hres p.m.

On Tuesday, Wednesday, and Thursday, from 8.00 a.m. to 7.00 p.m.

Les vendredi, samedi et veille de fêtes chômées, de 8.00 hres a.m. à 9.00 hres p.m.

On Friday, Saturday, and holiday eves, from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

Zone III.—Coiffeurs et coiffeuses pour dames:

Zone III.—Male and female hairdressers for ladies:

Le lundi, de midi à 9.00 hres p.m.

On Monday, from 12.00 a.m. (noon) to 9.00 p.m.

Les mardi, jeudi et vendredi, de 9.00 hres a.m. à 9.00 hres p.m.

On Tuesday, Thursday, and Friday, from 9.00 a.m. to 9.00 p.m.

Les mercredi et samedi, de 9.00 hres a.m. à 6.00 hres p.m.

On Wednesday, and Saturday, from 9.00 a.m. to 6.00 p.m.

La veille de fêtes chômées, de 9.00 hres a.m. à 9.00 hres p.m."

On holiday eves, from 9.00 a.m. to 9.00 p.m."

3.—Que le premier alinéa du paragraphe "b" de l'article IV, soit remplacé par le suivant:

3.—That the first paragraph of subsection "b" of section IV, be replaced by the following:

"b.—Tout travail exécuté en dehors des heures plus haut mentionnées par tout barbier, coiffeur ou coiffeuse, est interdit. Cependant, le travail commencé sur un client ou une cliente avant l'expiration de la durée des heures de travail, peut être terminé. Toutefois, la durée de ce travail ne doit pas dépasser une demi-heure pour les barbiers et coiffeurs pour hommes et une (1) heure pour les coiffeurs et coiffeuses pour dames."

"b.—Any work performed by any barber or male or female hairdresser outside the hours mentioned hereinabove is forbidden. However, work started on a customer before the expiration of the duration of the hours of labour, may be completed. However, the duration of such work must not exceed one half-hour for barbers and hairdressers for men, and, one (1) hour for male and female hairdressers for ladies."

4.—A l'article VIII (Prix minima des services) que les taux de la coupe de cheveux pour adultes, des zones I, II et III, soient modifiés comme suit:

4.—That the rates for adults' haircuts, in zones I, II and III, mentioned in section VIII (Minimum prices for operations) be modified as follows:

"Zone I.—Lundi, mardi et mercredi. . . .	\$0.35
Jeudi, vendredi, samedi et veille de fêtes chômées.	0.40
Zone II.—Du lundi au vendredi inclusivement.	0.40
Samedi et veille de fêtes chômées.	0.45
Zone III.—Du lundi au jeudi inclusivement.	0.35
Vendredi, samedi et veille de fêtes chômées.	0.40"

"Zone I.—On Monday, Tuesday, and Wednesday	\$0.35
On Thursday, Friday, Saturday, and holiday eves.	0.40
Zone II.—On Monday to Friday inclusively.	0.40
On Saturday and holiday eves.	0.45
Zone III.—On Monday to Thursday inclusively.	0.35
On Friday, Saturday, and holiday eves.	0.40"

5.—Que l'article IX (Apprentissage) soit remplacé par le suivant:

"IX.—Dispositions relatives à l'apprentissage:—L'apprentissage des barbiers, coiffeurs et coiffeuses est soumis aux dispositions suivantes:

a) La durée de l'apprentissage est de deux (2) ans;

b) Aucun apprenti n'est accepté avant 16 ans révolus. Il doit avoir terminé au moins sa 5e année de cours élémentaire.

c) Dans aucun salon il n'est permis d'avoir plus d'un (1) apprenti.

d) L'employeur doit faire travailler graduellement son apprenti sur les différentes opérations du métier afin d'en faire un ouvrier compétent.

e) L'apprentissage ne peut se faire que dans les salons de barbier, coiffeur et coiffeuse reconnus et qui sont sous la direction d'un maître-barbier, coiffeur ou coiffeuse, détenteur d'un certificat de qualification du comité paritaire.

f) Si, après une année d'apprentissage, un apprenti doit quitter la profession pour des raisons majeures, il peut au jugement du comité paritaire, compléter plus tard son apprentissage. S'il quitte la profession avant une année complète d'apprentissage, il est tenu de recommencer ledit apprentissage.

g) Aucun employeur ou autre personne ne peut prendre un apprenti à son emploi, dans la juridiction territoriale du présent décret, s'il n'a pas passé au préalable un contrat d'apprentissage avec celui-ci, ses parents ou tuteurs, par devant le comité paritaire.

h) Si l'employeur dudit apprenti ne peut lui procurer du travail, celui-ci doit se rapporter au comité paritaire qui verra à le transférer au service d'un autre employeur capable de lui donner de l'ouvrage convenable.

i) Cet arrangement ne sera que temporaire et ne durera que jusqu'à ce que le premier employeur de l'apprenti, lié par contrat avec ce dernier, puisse le reprendre à son emploi. Advenant le cas où le deuxième employeur s'objecterait à remettre ledit apprenti au premier employeur signataire du contrat avec l'apprenti, ce deuxième employeur devient lié envers l'apprenti aux mêmes obligations que le signataire du contrat.

j) Pour contrôler la durée de l'apprentissage et le transfert de l'apprenti d'une entreprise à l'autre, l'employeur doit inscrire dans un carnet "ad hoc" la date d'entrée et de sortie de son apprenti. De plus, l'employeur doit remettre à son apprenti, un duplicata de la date de son entrée et de sa sortie.

k) L'apprenti devra se présenter au comité paritaire, après chaque période de six mois, pour y subir un examen.

l) La période d'essai d'un apprenti est de quatre (4) semaines. Durant cette période, le contrat peut être résilié par l'une ou l'autre des parties contractantes, non cependant sans un avis de sept (7) jours pour l'une ou l'autre des parties. Le comité paritaire devra être avisé immédiatement de cette résiliation.

m) Les heures de travail de l'apprenti seront les mêmes que celles des ouvriers qualifiés (compagnons) de leur métier.

n) Aucun vendeur de machines propre à exercer le métier ou à exécuter les opérations visées par le présent décret n'est autorisé à se prévaloir du présent règlement d'apprentissage.

5.—That section IX (Apprenticeship) be replaced by the following:

"IX.—Provisions relating to apprenticeship:—The apprenticeship of barbers and male and female hairdressers is subject to the following provisions:

a) The duration of apprenticeship is of two (2) years;

b) No apprentice shall be accepted under 16 years of age. He must have completed at least the fifth year of the elementary course.

c) There shall not be more than one apprentice in any parlor.

d) The employer must gradually instruct his apprentice in the various operations of the trade to finally make him a competent worker.

e) The apprenticeship shall be served only in recognized barber shops and male and female hairdressers' parlors which are under the direction of a master barber, or male or female hairdresser holding a certificate of competency granted by the Parity Committee.

f) If, after one year of apprenticeship, an apprentice has to leave off the profession for important reasons, he may, with the consent of the Parity Committee, complete his apprenticeship later on. If he leaves off the profession before completing one whole year's apprenticeship, he is compelled to recommence the said apprenticeship.

g) No employer or other person may employ an apprentice, in the territorial jurisdiction of the present decree, unless he previously pass an apprenticeship contract with the latter, his parents or tutors, before the Parity Committee.

h) If the employer of the said apprentice is unable to supply him with work, the apprentice shall report to the Parity Committee which will have him transferred to another employer capable of giving him suitable work.

i) Such agreement shall be temporary and shall last until the first employer of the apprentice, bound by contract with the latter, may reemploy the said apprentice. Should the second employer object to remit the said apprentice to the first employer, who entered into a contract with the apprentice, this second employer becomes bound towards the apprentice to the same obligations as the signer of the contract.

j) In order to check the duration of the apprenticeship and the transfer of the apprentice from one parlor to another, the employer shall inscribe in a booklet *ad hoc* the date of the beginning and ending of the employment of his apprentice. Besides, the employer shall remit to the apprentice a duplicate of such dates.

k) The apprentice shall present himself before the Parity Committee, after each period of six months, to undergo an examination.

l) The trial period for apprentices is of four (4) weeks' duration. During this period, the contract may be cancelled by either of the contracting parties, but however, not without seven (7) days' notice for either of the contracting parties. The Parity Committee shall be notified immediately of such cancelling.

m) The working hours of apprentices shall be the same as those of skilled workers (journeymen) of their trade.

n) No salesman of machines made to ply the trade or to perform the operations contemplated by the present decree is authorized to avail himself of the present apprenticeship regulation.

o) Le salaire hebdomadaire de l'apprenti sera le suivant:

Premier semestre.....	\$4.00
Deuxième semestre.....	7.00
Troisième semestre.....	9.00
Quatrième semestre.....	11.00

p) Les apprentis en service au moment de la mise en vigueur du présent décret sont maintenus en fonction, mais ils doivent continuer leur apprentissage suivant les conditions des présentes.

6.—Que le paragraphe "a" de l'article X (Dispositions générales) soit remplacé par le suivant:

a) Entente pour éluder le présent décret:—Il n'est pas permis aux employeurs, employés, apprentis d'établir entre eux de convention, de quelque nature qu'elle soit, qui ait pour but d'éluder les dispositions du présent décret, comme par exemple:

- i—La vente d'obligations ou d'actions;
- ii—Le louage et le sous-louage d'une ou plusieurs chaises, de matériel, d'espace dans un salon pour l'exécution d'une ou plusieurs opérations assujetties au décret;
- iii—toute autre entente qui aurait pour effet de nuire à la mise à exécution des dispositions du décret."

7.—Que le paragraphe suivant soit ajouté à l'article X:

"f.—L'artisan doit pratiquer le métier de barbier, coiffeur ou coiffeuse seul."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 4 novembre 1944. 7643-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des barbiers-coiffeurs de St-Jean et d'Iberville, établi en exécution du décret numéro 3011, du 6 novembre 1941, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 4036, du 26 octobre 1944, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 8 novembre 1944 au 8 novembre 1945; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs employés.

b) Les artisans assujettis au décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$13.00 (salaire minimum établi dans le décret.)

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs salaires et pourcentages.

o) The weekly wages of apprentices shall be the following:

First six months.....	\$ 4.00
Second six months.....	7.00
Third six months.....	9.00
Fourth six months.....	11.00

p) Apprentices already in service when this decree comes into force shall be maintained in their post, but they shall have to continue their apprenticeship in conformity with the conditions of the present decree.

6.—That subsection "a" of section X (General provisions) be replaced by the following:

a) Agreement to elude the present decree:—No employer and employee or apprentice shall have the right to enter into agreements, of any nature whatever, for the purpose of eluding the provisions of the present decree, as for instance:

- i—the sale of bonds or shares;
- ii—the renting or sub-letting of one or more chairs, of material, of space in a shop or parlor for the performance of one or more of the operations subject to the decree;
- iii—any other agreement which would be a hindrance to the carrying out of the provisions of the decree."

7.—That the following subsection be added to section X:

"f.—The artisan shall carry out the barber or male or female hairdresser trade alone."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour will receive any objections against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 4, 1944. 7643-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Barbers and Hairdressers of St-Jean and Iberville, formed under decree No. 3011, of November 6th, 1941, has been authorized by a regulation approved by Order in Council No. 4036, of October 26, 1944, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy shall extend from November 8th, 1944, to November 8th, 1945; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees.

b) The artisans subject to the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the wages fixed for the journeyman receiving the lowest pay, namely \$13.00 (minimum wage rate fixed by the decree).

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their wages and percentage.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assèmentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 décembre 1944, 31 mars, 30 juin et 30 septembre 1945.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire, pour la période se terminant le 8 novembre 1945.

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS-COIFFEURS DE SAINT-JEAN ET D'IBERVILLE

État des recettes et des déboursés probables pour la période se terminant le 8 novembre 1945.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$ 60.00
Artisans.....	70.00
Salariés.....	40.00
Recettes diverses.....	5.00
	\$ 175.00

<i>Déboursés:</i>	
Salaires de l'inspecteur.....	\$ 120.00
Frais légaux.....	20.00
Papeterie.....	10.00
Vérification des livres.....	10.00
Divers.....	15.00
	\$ 175.00

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 4 novembre 1944. 7642-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, qu'une requête lui a été présentée par le Comité paritaire des métiers de la construction du comté de Terrebonne, à l'effet d'apporter une modification au

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which shall be indicated the hours of labour, the money collected during any one week, and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall see that these reports be filled and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall retain, at the expiration of each week, from the wages of each one of his employees, the dues of the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before being sent to the Parity Committee. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requireable.

3. Financial report

Under the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: December 31st, 1944, March 31st, June 30th, and September 30th, 1945.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee for the period ending November 8th, 1945.

THE PARITY COMMITTEE OF THE BARBERS AND HAIRDRESSERS OF ST-JEAN AND IBERVILLE

Estimate of the receipts and disbursements for the period ending November 8th, 1945.

<i>Receipts:</i>	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers.....	\$ 60.00
Artisans.....	70.00
Employees.....	40.00
Various receipts.....	5.00
	\$ 175.00

<i>Expenses:</i>	
Salary of the inspector.....	\$ 120.00
Legal fees.....	20.00
Stationery.....	10.00
Audition of books.....	10.00
Miscellaneous.....	15.00
	\$ 175.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, November 4, 1944. 7642-0

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that a petition has been presented to him by the Building Industry Joint Committee of Terrebonne County, to modify the decree number 1715 of April 23rd, 1940 and

décret numéro 1715, du 23 avril 1940 et amendements, relatif aux métiers du bâtiment dans le comté de Terrebonne.

Il est demandé:

Que les taux de salaires des "ouvriers préposés à l'entretien", mentionnés aux paragraphes "b" et "c" de l'article XII, soient remplacés par les suivants:

	<i>Par semaine</i>
"Compagnons.....	\$26.40
Apprentis.....	13.45
Journaliers (ouvriers non qualifiés).....	19.20"

Durant les trente jours, à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, ce 4 novembre 1944. 7662-o

amendments, relating to the building trades in the County of Terrebonne.

It is requested:

That the rates of wages of "maintenance men", mentioned in subsections "b" and "c" of section XII, be replaced by the following:

	<i>Per week</i>
"Journeymen.....	\$26.40
Apprentices.....	13.45
Common Labourers.....	19.20"

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections against the said petition which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, November 4th, 1944. 7662-o

Index de la Gazette officielle de Québec, No 44

AVIS AUX INTÉRESSÉS:	2311
AVIS DIVERS:	
Autobus Fournier, Ltée—Fournier Bus Ltd (Règlement).....	2324
Deschenes, village (Tirage d'obligations).....	2324
E. G. M. Cape and Company (Directeurs).....	2324
Laval-sur-le-Lac, ville (Changement de date des élections).....	2323
Loi abolissant les rentes seigneuriales.....	2325
Maison Sainte-Agnès (Règlements).....	2325
Rouyn, ville (Tirage d'obligations).....	2325
Syndicat Catholique et National des Employés de la Cie Melchers Ltd de Berthierville (Formation).....	2324
Val d'Or, ville (Rachat d'obligations).....	2325
BUREAU-CHEF:	
Autobus Fournier Ltée.....	2326
CHARTES—ABANDON DE:	
Henry Atkinson Ltée.....	2326
Massy-Beresford Fund Inc.....	2326
DÉPARTEMENTS—Avis des:	
AGRICULTURE:	
Société coopérative agricole de distribution d'électricité de St-Jean-Baptiste... ..	2327
INSTRUCTION PUBLIQUE:	
Rivière Richelieu, munic. scolaire.....	2327
TERRES ET FORÊTS:	
Buckingham, canton.....	2327
Notre-Dame-de-Bonsecours, paroisse.....	2327
TRAVAIL:	
Comité paritaire des barbiers-coiffeurs de St-Jean et d'Iberville (Prélèvement)....	2333

Index of the Quebec Official Gazette, No. 44

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	2311
MISCELLANEOUS NOTICES:	
Fournier Bus Ltd—Autobus Fournier, Ltée (By-law).....	2324
Deschenes, village (Drawing of bonds).....	2324
E. G. M. Cape and Company (Directors).....	2324
Laval-sur-le-Lac, town (Change of date of elections).....	2323
Seigniorial rent abolition act.....	2325
Maison Sainte-Agnès (By-laws).....	2325
Rouyn, town (Drawing of bonds).....	2325
Syndicat Catholique et National des Employés de la Cie Melchers Ltd de Berthierville (Formation).....	2324
Val d'Or, town (Redemption of bonds)....	2325
CHIEF-OFFICE:	
Autobus Fournier Ltée.....	2326
CHARTERS—SURRENDER OF:	
Henry Atkinson Ltd.....	2326
Massy-Beresford Fund Inc.....	2326
DEPARTMENTAL NOTICES:	
AGRICULTURE:	
Société coopérative agricole de distribution d'électricité de St-Jean-Baptiste... ..	2327
EDUCATION:	
Rivière Richelieu, school munic.....	2327
LANDS AND FORESTS:	
Buckingham, township.....	2327
Notre-Dame-de-Bonsecours, parish.....	2327
LABOUR:	
Parity committee of the barbers and hair-dressers of St-Jean and Iberville (Levy).....	2333

Comité paritaire des métiers de la construction du comté de Terrebonne (Modification)..... 2334
 Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de St-Hyacinthe (Modification)..... 2331

Building trades joint committee of Terrebonne county (Modification)..... 2334
 Barber and male and female hairdresser trades in St-Hyacinthe district (Modification)..... 2331

LETTRES PATENTES:

Belle-Aura Mines Limited..... 2312
 C. E. Champagne, Limitée..... 2313
 Chazin Trading Ltd..... 2313
 Comités Corporatifs Inc..... 2314
 Corette Limited..... 2314
 Esmode Garments Limited..... 2315
 Home Textiles Ltd..... 2315
 La Cie d'Aqueduc de St-Michel-du-Squatec..... 2316
 Lodz Association..... 2316
 Mabelle Realities Incorporated..... 2316
 Maison Sainte-Agnès..... 2317
 Metal Furnishings Inc..... 2317
 Modern Lumber and Cartage Company Limited..... 2318
 Rheault & Frères Limitée..... 2318
 Sportland Shoe Company Limited..... 2318
 Terminus Grill Limited..... 2319
 The Chantecler Hills Estate Inc..... 2319
 Thompson River Lumber Limited..... 2320

LETTERS PATENT:

Belle-Aura Mines Limited..... 2312
 C. E. Champagne, Limitée..... 2313
 Chazin Trading Ltd..... 2313
 Comités Corporatifs Inc..... 2314
 Corette Limited..... 2314
 Esmode Garments Limited..... 2315
 Home Textiles Ltd..... 2315
 La Cie d'Aqueduc de St-Michel-du-Squatec..... 2316
 Lodz Association..... 2316
 Mabelle Realities Incorporated..... 2316
 Maison Sainte-Agnès..... 2317
 Metal Furnishings Inc..... 2317
 Modern Lumber and Cartage Company Limited..... 2318
 Rheault & Frères Limitée..... 2318
 Sportland Shoe Company Limited..... 2318
 Terminus Grill Limited..... 2319
 The Chantecler Hills Estate Inc..... 2319
 Thompson River Lumber Limited..... 2320

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Bram Fur Co. Ltd..... 2320
 Domestic Brands Inc..... 2320
 Maison Sainte-Agnès..... 2321

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Bram Fur Co. Ltd..... 2320
 Domestic Brands Inc..... 2320
 Maison Sainte-Agnès..... 2321

MINUTES DE NOTAIRES:

Delage, Gérard-J..... 2328
 Marchand, Roger, en faveur de..... 2328

NOTARIAL MINUTES:

Delage, Gérard-J..... 2328
 Marchand, Roger, in favour of..... 2328

VENTES POUR TAXES:

Baie d'Urfée, ville..... 2323
 Sainte-Anne-de-Bellevue, ville..... 2321
 Salaberry-de-Valleyfield, cité..... 2322

SALES FOR TAXES:

Baie d'Urfée, town..... 2323
 Sainte-Anne-de-Bellevue, town..... 2321
 Salaberry-de-Valleyfield, city..... 2322

VENTES PAR LES SHÉRIFS:

Kamouraska:
 Robitaille vs Plourde..... 2328

SHERIFFS' SALES:

Kamouraska:
 Robitaille vs Plourde..... 2328

Montréal:

Gervais vs Cadieux..... 2328

Montreal:

Gervais vs Cadieux..... 2328

Québec:

Cité de Québec vs Butler..... 2329
 Herman Young Company Limited vs Verret..... 2329
 Lockwell et al vs Bourbeau..... 2330

Quebec:

City of Quebec vs Butler..... 2329
 Herman Young Company Limited vs Verret..... 2329
 Lockwell et al vs Bourbeau..... 2330

Saint-Hyacinthe:

Fontaine vs Audette..... 2330

Saint Hyacinthe:

Fontaine vs Audette..... 2330

7664-o

7664-o